



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 02/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Agence Commerciale Économie Énergie (ACEE)

5 rue Montchavant
Pôle économique de la Renardière - ECUELLES
77250 Moret-Loing-Et-Orvanne

Références : E/25- **1295**
Code AIOT : 0006517711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mai 2025 dans l'établissement Agence Commerciale Économie Énergie (ACEE) implanté 3 rue des vignes Les clos Bourriers - ECUELLES 77250 Moret-Loing-et-Orvanne. L'inspection a été annoncée le 18/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Agence Commerciale Economie Energie (ACEE)
- 3 rue des vignes Les clos Bourriers - ECUELLES 77250 Moret-Loing-et-Orvanne
- Code AIOT : 0006517711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Agence Commerciale Économie Énergie (ACEE) bénéficie de la preuve de dépôt n° A-7-KS2LXVRWR du 05 octobre 2017 dans la limite de la rubrique 2718-2 de la nomenclature des

installations classées sous le régime de la déclaration, pour l'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (déchets d'amiante) sur la commune de Moret-Loing-et-Orvanne.

Le 17 août 2022, la société ACEE a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale relative à un projet de création d'une installation de désamiantage de déchets sur la commune de Moret-Loing-et-Orvanne.

Par arrêté n° 2024-12/DSCE/BPE/IC du 02 avril 2024, la demande précitée a été autorisée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le jour de la visite d'inspection, l'installation de traitement de déchets dangereux était encore exploitée sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 « Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ».

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la mise en service sous le régime de l'autorisation était reportée, et ce, jusqu'à ce que l'ensemble des travaux prévus pour le passage au régime de l'autorisation soient réalisés.

Aussi, la visite d'inspection a porté sur certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1	Sans objet
2	Rétention des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.6	Sans objet
3	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8	Sans objet
4	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.2	Sans objet
6	Traçabilité des déchets - Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 23 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la société ACEE réalise le contrôle périodique de son installation et assure la traçabilité de ses déchets dangereux ainsi que des déchets dangereux provenant de ses chantiers.

L'inspection des installations classées a également constaté que la société ACEE dispose d'un plan de défense contre l'incendie. Toutefois, ce document nécessite d'être complété et transmis à l'inspection des installations classées ainsi que le SDIS, une fois mis à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le dernier contrôle périodique de l'installation a été réalisé le 29 septembre 2023. Le rapport dudit contrôle ne mentionne aucune non-conformité.</p> <p>À la demande de l'équipe d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport précité par courrier électronique le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation - aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux installations qui procèdent au transit, tri ou regroupement de déchets conditionnés dans des conteneurs, caisses, bacs ou fûts étanches aux liquides résistant aux chocs dans des conditions normales d'utilisation, sous réserve que ces contenants soient placés sur une rétention spécifique de capacité adaptée.</p>

Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.

Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement. Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les déchets contenant de l'amiante (EPI du personnel et éviers) sont entreposés à l'abri des intempéries et de l'humidité dans un conteneur de 15 m³ situé à l'extérieur du bâtiment. Ce conteneur est identifié et fermé.

Les déchets contenus dans ce conteneur ne sont pas entreposés sur plus de deux hauteurs.

L'inspection des installations classées a constaté que le site dispose actuellement de 2 rétentions permettant de retenir les eaux polluées en cas de déversements accidentels de polluants ou d'incendie. Le sol bétonné de ces rétentions est visuellement en bon état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation - aménagement

Prescription contrôlée :

Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.

Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le site dispose de deux rétentions des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un incendie permettant de retenir 18,42 m³ d'eau pour la première rétention, et 42,98 m³ d'eau pour la deuxième rétention.

L'exploitant a fourni un justificatif de dimensionnement de cette capacité en eau.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a également constaté que le dispositif

d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement est clairement signalé par deux affiches situées à proximité du conteneur. Ces affiches détaillent les consignes pour la mise en œuvre dudit dispositif d'obturation.

Le dispositif d'obturation est composé d'une plaque d'obturation souple collante, qui permet de recouvrir le regard d'évacuation des eaux afin d'isoler le réseau, et de coussins absorbants en cas de débordement de la deuxième rétention du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.2

Thème(s) : Situation administrative, Exploitation - entretien

Prescription contrôlée :

Les déchets admissibles sont les déchets dangereux, dans la limite d'une quantité cumulée de 1 tonne.

L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que la quantité cumulée de déchets amiantés présente sur le site ne dépasse pas 1 tonne.

L'exploitant a indiqué qu'un pèse GRV, situé dans le bâtiment, est utilisé pour peser les déchets amiantés arrivant sur le site afin de s'assurer de ne pas dépasser une quantité cumulée de 1 tonne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

« Il comprend au minimum :

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes

ouvrées ;

« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à au point 3.5 de l'annexe I sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le site possède un plan de défense contre l'incendie.

Néanmoins, ce document nécessite d'être complété en y intégrant le plan de situation des réseaux de collecte actuels, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter le plan de défense contre l'incendie en y intégrant le plan de situation des réseaux de collecte du site.

Une fois le plan de défense incendie complété, il doit être transmis à l'inspection des installations classées ainsi qu'au Service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Traçabilité des déchets - Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Situation administrative, déclaration sur Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'inspection des installations classées a consulté le registre national « Trackdéchets » et a constaté que l'exploitant utilise le registre conformément aux exigences, avec des informations correctement renseignées.
Type de suites proposées : Sans suite